23 octobre 1985, Québec

Conférence de presse à l'occasion du déclenchement des élections générales pour le 2 décembre 1985

M. Bourassa: Mesdames, Messieurs, candidats du Parti libéral, députés, j'ai demandé au président du caucus d'être avec moi et au leader adjoint qui remplace M. Gérard D. Levesque qui se trouve dans son comté.

Comme vous vous doutez, nous avons aujourd'hui une profonde satisfaction intellectuelle devant cette décision du parti au pouvoir de faire face à la population et de faire preuve de cette conscience démocratique que nous réclamons depuis plusieurs mois. Le Parti libéral est prêt. Il est prêt à faire face à ce défi électoral parce qu'il a l'expérience du pouvoir, parce qu'il a déjà fait ses preuves durant des périodes difficiles au service de la communauté québécoise, parce qu'il a une excellente équipe et parce que aussi il a un programme, programme dynamique, réaliste, qui a été préparé dans l'harmonie, dans la réflexion et dans la discussion avec des milliers et des milliers de citoyens et citoyennes.

J'ai l'intention et le Parti libéral a l'intention de mener une campagne propre et positive. Vous le savez, ce n'est pas nouveau, notre priorité sera de nature économique. Nous ne parlons pas d'économie simplement parce que c'est la mode. Nous en parlons et, personnellement, j'en parle depuis le début de ma carrière politique, c'est-à-dire depuis près de 20 ans. Nous parlons d'économie et de finance et de fiscalité d'une façon concrète et précise. Nous avons déjà, depuis quelque temps, et nous préciserons davantage nos objectifs, dans les semaines qui viennent, proposé des projets.

Vous me permettrez brièvement de commenter certains propos que vient de tenir le premier ministre sur un projet dont j'ai parlé à plusieurs reprises depuis quelques mois. Il n'est pas question, encore une fois – je crois qu'il est important d'y revenir puisque le premier ministre a jugé bon dans son exposé d'en parler – d'en parler d'une façon qui ne respecte pas la réalité des faits. Lorsque nous parlons de développement nordique additionnel, nous parlons, à ce moment, de capitaux qui ne viendraient pas de la poche des contribuables, qui ne viendraient pas de l'argent des contribuables. Faut-il le répéter constamment? J'espère qu'il acceptera un face-à-face me permettant de pouvoir discuter de cette question ouvertement et directement avec lui. Il ne s'agit pas de demander aux contribuables du Québec d'ajouter encore à leur fardeau fiscal qui est l'un des plus élevés en Amérique du Nord à cause de la multiplication des taxes que nous connaissons depuis quelques années. Il s'agit simplement, comme peuple, comme communauté, comme société, pour nous de profiter de ces richesses naturelles que nous avons d'une façon exceptionnelle et d'une façon privilégiée dans tout l'Occident.

C'est ça qui fait que le Parti libéral est distinct du parti au pouvoir. C'est que nous, lorsque nous parlons de redresser l'économie, de rebâtir le Québec, d'accroître l'activité économique, nous en parlons d'une façon concrète et non pas simplement avec des belles paroles ou des généralités. Évidemment, il nous faudra, au cours de cette campagne électorale, examiner bilan du gouvernement actuel. C'est notre responsabilité comme parti d'Opposition. Nous avons déjà commencé à le faire et nous avons l'intention de poursuivre

notre travail d'Opposition jusqu'à l'élection en mettant toutefois l'accent sur les aspects positifs de notre programme.

Chers compatriotes, je crois que l'avantage d'avoir l'expérience que j'ai connue durant près de sept ans comme premier ministre, c'est de pouvoir agir immédiatement. Si le gouvernement libéral est élu le 2 décembre, si nous avons l'appui de la population, quelques jours après notre assermentation, nous convoquerons une session qui sera suivie aussi rapidement que possible d'un discours sur le budget nous permettant d'appliquer aussi rapidement que nous pourrions le faire les mesures du programme du Parti libéral. Ceci est un engagement et un engagement qui reflète la volonté du Parti libéral d'agir dans le sens des intérêts du Québec. Nous savons où nous allons. Nous avons un programme. Nous avons des objectifs. Maintenant que l'élection est déclenchée, nous pouvons agir avec un calendrier précis.

Le nouveau gouvernement – toujours si la population, évidemment, nous appuie – devrait être assermenté vers la mi-décembre au plus tard, nous permettant de convoquer cette session et nous permettant également d'avoir ce discours sur le budget qui pourra commencer à atténuer les dommages que nous avons connus sur le plan économique, sur le plan social et sur le plan financier à cause de l'exercice d'un pouvoir idéologique. L'élection qui vient est donc une minute de vérité, une minute de vérité qui permettra aux Québécois et aux Québécoises dans l'ensemble du Québec de pouvoir évaluer les deux partis, de pouvoir évaluer un parti qui, faut-il le répéter, a tendance constamment avant la période électorale à modifier sa stratégie, à modifier ses idées et un autre parti, le nôtre, qui, lui, a cette caractéristique d'être toujours fidèle à ses idées, d'être toujours fidèle à ses objectifs. Nous souhaitons que les Québécois, au terme de cette campagne, retrouvent confiance et espoir dans l'avenir du Québec.

Dear friends, during the next few weeks we will be ready to face this election, and we will be ready to win the election because the Liberal Party has experience, has a good team and has also a very good program.

We will have a positive campaign. We do not want to be negative, we have in our program some solutions, some concrete proposals which will enable a Liberal Government, if it is elected with the support of the people, to solve many of our acute problems. Obviously, it is the job of the Opposition Party to criticize the Government and to show to the people of Quebec what we had in the last few years concerning finance, concerning taxation and concerning the deterioration of many services.

Because I have experience as Premier during almost seven years, I will be able immediately. To that extent, I am committing a Liberal Government, if it is elected people, to have a Throne Speech and a Budget Speech as soon as possible and, if possible, to immediately before the end of this year to start to apply the proposals of our program.

I hope that the Premier, Mr. Johnson, will accept a face to face with me. A few moments ago, he did show again that he was not understanding the extent and the reality of our program concerning finance and concerning the development of Northern Quebec. I hope that we will have that occasion to discuss frankly and openly with him to the benefit of the Quebec

people. And finally, I hope that after the next election the population, the people of Quebec will have more confidence and more hope in our future. Thank you.

Merci, messieurs, merci beaucoup.

Des voix: Bourassa: Bourassa ! Bourassa !

M. Bourassa: Merci, merci beaucoup. Je demanderais, s'il vous plaît... Je comprends votre anxiété et votre satisfaction, mais je vous demanderais, jusqu'à la fin de cette rencontre, de permettre aux journalistes de me poser toutes les questions qui leur paraissent pertinentes.

M. Bellemare: D'accord. M. Bourassa, j'ai quelques petites questions techniques à vous poser. Tout d'abord, il est difficile de vous demander quand vous allez commencer votre campagne, parce qu'on a l'impression que vous êtes en campagne depuis un certain temps. Mais, officiellement, à quel endroit et à quel moment allez-vous lancer votre campagne électorale?

M. Bourassa: Je vais commencer ma campagne électorale dans mon comté, dans le comté de Bertrand, comme vous le savez. Sûrement, au cours convoquer pour l'annonce de candidatures.

M. Bellemare: Justement, il vous reste une dizaine de comtés à pourvoir de candidats. À quel moment allez-vous nous annoncer les quelques candidats vedettes que vous voulez recruter?

M. Bourassa: Demain, vous aurez probablement l'occasion d'en connaître une.

M. Rhéaume: M. Bourassa, j'avais deux questions pour vous, si vous me permettez. La première: Vous insistez beaucoup sur un nouveau discours sur le budget, un nouveau budget – rapidement – advenant la victoire de votre parti aux élections du 2 décembre. Doit-on comprendre que vous compteriez à assumer la responsabilité du ministère des Finances, du portefeuille des Finances si vous étiez élu.

M. Bourassa: Non. Je dois vous dire que le gouvernement libéral qui serait élu dans l'hypothèse de notre élection – il ne faut rien présumer en politique, mais je crois que nous ions des bonnes chances de remporter la victoire – prendrait la décision de convoquer une session, probablement vers la mi-décembre – je suppose que l'assermentation se ferait une dizaine de jours après – et un budget par la suite. Je n'ai pas encore formé mon cabinet, mais comme j'en serai le chef, je puis vous dire qu'il y aura un discours sur le budget avant la fin de l'année.

M. Lalonde: Cela va. Mais vous ne comptez pas assumer les responsabilités de ministre des Finances?

M. Bourassa: Je n'ai pas encore formé mon cabinet, mais...

M. Lalonde: ...ce n'est pas exclu.

M. Bourassa: Pardon?

M. Lalonde: Ce n'est pas exclu.

M. Bourassa: Je dois vous dire qu'en ce qui a trait à la formation de mon cabinet, nous pourrions en parler le 3 décembre.

M. Lalonde: Parfait. Ma deuxième question, M. Bourassa est la suivante: En 1981, quelques semaines avant le début de la campagne, plusieurs observateurs parlaient d'une vague libérale et, après deux semaines de campagne, on s'est rendu compte que le vent avait tourné et tout cela s'est terminé, le 13 avril, par l'échec de M. Claude Ryan. Quels moyens avez-vous pris, cette fois, alors qu'on parle non seulement d'une vague, mais d'un raz de marée libéral, pour qu'effectivement la victoire libérale ne soit pas une fiction, mais une réalité, le 2 décembre?

M. Bourassa: Je veux dire que, d'un côté, on a reçu un bon coup de main de la part du gouvernement en place pour nous inspirer confiance. Nous avons une équipe, un programme, un chef qui a l'expérience et qui a fait ses preuves, notamment dans le domaine économique. Donc, je crois que tous ces atouts, comme je l'ai dit dans mes remarques préliminaires, devraient nous permettre d'inspirer confiance à la population, mais nous serons vigilants jusqu'à la dernière minute.

M. Drolet: M. Bourassa, j'aurais deux courtes questions pour vous. Premièrement, quel a été votre sentiment en apprenant que M. Johnson avait finalement déclenché des élections? Cela lit longtemps que vous en réclamez.

M. Bourassa: Cela a été une profonde satisfaction. J'aurais souhaité qu'elles aient lieu avant. On les réclame depuis plusieurs mois parce que la tradition, au Québec, est de faire élection à tous les quatre ans et que cette tradition n'a pas été respectée pour la première fois depuis un siècle par le Parti québécois, sauf en temps de guerre. Donc, j'étais très heureux lorsque, vers 17 heures cet après-midi, le premier ministre sortant – il faut bien... – m'a appelé pour me signaler qu'il y avait des élections le 2 décembre.

M. Drolet: Deuxièmement...

M. Bourassa: Les confirmer, quoi.

M. Drolet: ...que reste-t-il à faire concrètement? On sait que vous êtes assez bien organisé, mais que reste-t-il à faire concrètement pour que votre campagne roule vraiment?

M. Bourassa: J'ai toujours dit qu'avant d'annoncer quelque candidature importante, il fallait attendre le déclenchement des élections. Donc, au cours des prochains jours, il y aura de ma part – et ce sera la principale activité politique – des conférences de presse régulièrement des nouveaux candidats et, très probablement, une demain après-midi.

M. De Blois: M. Bourassa, ma question ne vous surprendra pas, je vous l'ai posée vendredi dernier. Elle concerne la taxe sur les assurances. Vous savez que, par un heureux bonheur pour votre parti, le gouvernement n'a pas encore fait passer la loi qui régularise la mesure

fiscale qui est en vigueur depuis le 23 avril. Or, vous avez à plusieurs reprises pris l'engagement solennel d'abolir la taxe sur les assurances. Donc, il serait très facile pour vous en prenant le pouvoir de ne pas passer de loi régularisant cette mesure et de retourner aux Québécois les 250 000 000 \$ qu'ils auront approximativement versés depuis le 23 avril dernier.

M. Bourassa: Je crois que j'ai déjà répondu à votre question, à savoir qu'il nous faudra d'abord attendre la campagne électorale pour connaître le détail de nos propositions. Par la suite, j'ai annoncé il y a quelques instants, comme vous l'avez constaté, qu'il y aura une session et qu'il y aura un discours sur le budget. Nous allons tout faire pour que le discours se fasse avant le 31 décembre. Mais, vous savez que le gouvernement commence une session et que l'Opposition a un mot à dire dans la poursuite de la session. Je prévois qu'il pourra y avoir une Opposition – je le suppose – à l'Assemblée nationale. Donc, je dois vous dire que, pour l'instant, n réponde à votre question qui est très pertinente, nous aurons... Au cours de la campagne, je préciserai davantage, mais, aujourd'hui, le 23 octobre, je vous dis que je m'engage, aussitôt élu comme chef de gouvernement et assermenté, à convoquer une session dans les jours qui suivent et à faire en sorte que le discours sur le budget suive le plus rapidement possible.

M. De Blois: Mais, pour le moment, vous conseillez aux consommateurs de continuer à payer cette taxe, même si elle n'est pas régularisée par la loi.

M. Bourassa: C'est-à-dire que la loi du pays, si je puis dire, le « Rule of Law » fait qu'ils doivent respecter le discours sur le budget qui a été prononcé en mai dernier.

M. Samson: M. Bourassa, je voudrais avoir des exemples concrets de mesures qu'il est urgent de présenter à l'Assemblée nationale et qui apporteraient des correctifs à court terme à la situation actuelle.

M. Bourassa: Oui, vous aurez tout cela au cours des prochaines semaines.

M. Noseworthy: Mr. Bourassa, Premier Johnson just said that he certainly expects to win this campaign because he is going to work hard and run on a good track record. How are you going to defeat a party running on such a good track record?

M. Bourassa: I think I do not know to what aspect of the administration he is referring but, if we are assessing the results of nine years of ideological power, we realize the cost of ideology for Québec. First, we were deeply divided by that Government more than ever in the past with their policies. Economically speaking, the debt of Québec was multiplied by 400 %. Where is the good record with that? We are one of the most taxed societies in the free world, in North America, at least. We have surtaxes with that Government. I expect that we will have more arguments as the Opposition party comparing with our own administration to face the electorate than they will have with their own record. After all, the number of unemployed people and social assisted is around 1 000 000. So, I do not know what he is talking about.

M. Noseworthy: We heard their caucus talk this morning saying how they are going to run their campaign, sort of comparing their party with an old Volkswagen beetle, dependable,

inexpensive, efficient, everybody likes it, as compared to the Liberal Party elaborate Cadillac version.

M. Bourassa: Where are our Cadillacs? We are simple people. We are living simply, and our program is adapted to the wills and the needs of the people. I think this is only hot air.

M. Noseworthy: Merci beaucoup.

M. Saint-Laurent: Mr. Bourassa, aside from the Volkswagen beetle talk this morning at the caucus, there was also a very clear indication on the part of Cabinet ministers, candidates and MNAs that the message they will bring to Québec during the election is that Pierre Marc Johnson represents more of a change than it would be to elect Robert Bourassa and his Liberals. Another point, Sir: The polls confirm that intact Mr. Johnson is more popular than the PQ and you, Sir, are less popular than the Liberal Party. The question I want to ask you – because it will be one of the central issues in the campaign – is how do you plan to deal with that perception on the part of the Quebeckers that they do not seem to like you as much as they like the Liberal Party?

M. Bourassa: I do not know. I do not know if you read all the editorials recently, but you have one editorial by Jean-Louis Roy of Le Devoir and, in that editorial commenting the latest SORECOM polls, it is mentioned that I was ten points more popular than Mr. Johnson. In fact, when the question was asked: For which party you would vote: the party of Bourassa or the party of Johnson? We have got 50 %; he has got 40 %. So, I think it is not exact saying that I am less popular than Mr. Johnson. On the other hand, when he said that he was expressing more renewal than myself, he was in power eight years, and I was in power six years and a half. What did he do as minister of Social Affairs?

Une voix: Well, Mr. Bourassa...

M. Bourassa: I will just complete my answer.

Une voix: Sorry.

M. Bourassa- Drastic cuts in Social Affairs, that is a sign of change? That is, you believe, what the Quebec people is willing to have? As minister of Financial Institutions, you had the disaster of « caisses d'entraide ». As minister of Justice, you have all those laws which were cancelled by the courts. So, you think that is impressive for the Quebec people?

M. Saint-Laurent: But the question I want to ask you is: We have very clear indications on the Parti Québécois, that they will argue that Mr. Johnson is in fact part of a new team, speech tonight about maturity. And they will try to focus the campaign on the Bourassa.

M. Bourassa: And I hope, my dear friend, that because of that Pierre Marc Johnson will have the courage to accept a face-to-face debate with me. Then we will see what the Quebec people will think about both of us.

M. Saint-Laurent: You do not plan to have to deal with that throughout the whole campaign, I am talking about that at the grass roots level right up.

M. Bourassa: If he has enough courage to face me face to face, no, as soon as possible. M. Saint-Laurent: Thank you.

Mme Wesley: M. Bourassa, you have been waiting for this election call for a long time; what was your feeling when you first found out that it actually was going to happen?

M. Bourassa: I hope that I was as happy as you were yourself.

Mme Wesley. But how happy are you know that the election has been called?

M. Bourassa: I am very happy and I hope I will be happier on the 2nd of December.

Mme Wesley: Is it a great relief? Were you afraid that it might have been put off even longer?

M. Bourassa: We never know with the Parti Québécois, you know. Mme Wesley: How ready are you that there will be new candidates, that there will be a new approach. He has spoken in his issue of Robert

M. Bourassa: You will see Chat:

Des voix: Ah ! Ah ! Ah !

Mme Wesley: But what is the mood in your party now going in the campaign?

M. Bourassa: A very good mood. We have a good team and a good organization, good candidates, good program.

Une voix: On revient en français. J'aimerais revenir sur la question de la taxe sur les assurances. Vous avez déjà dit que c'était une mesure scandaleuse à abolir. Est-ce que je dois comprendre, à la lumière de la réponse que vous avez fournie à mon collègue, que tout cela est à réévaluer.

M. Bourassa: Oui. Vous connaissez notre programme, M. Mignault, qui est clair là-dessus. Ce que je dis aujourd'hui et d'une façon solennelle, c'est que, aussitôt que nous serons élus, si nous le sommes et j'ai confiance que nous le serons – cela est peut-être dû au fait que j'ai l'expérience; on parle de la force de l'expérience – cela va me permettre d'agir rapidement et non pas de tergiverser. Le temps des hésitations et des sourires est terminé. C'est le temps d'agir. Et, à cause de l'expérience que j'ai, je pourrai convoquer une session rapidement et faire un discours du budget. C'est la décision que je rends publique aujourd'hui. Nous avons 40 jours devant nous pour élaborer concrètement ce que pourrait contenir cette session préliminaire et ce discours du budget préliminaire.

M. Mignault: Vous m'excuserez d'insister, cela ne m'en dit pas plus sur votre position sur la taxe. Vous avez parlé de l'abolir. Est-ce que cela tient toujours?

M. Bourassa: C'est dans notre programme, il n'y a pas de nouveau là-dessus. Le programme du parti et une résolution du conseil général ont été clairs. Encore il y a deux semaines j'ai affirmé que c'était dans le programme du parti libéral. Cela fait partie de notre programme.

Je vous dis aujourd'hui, sans vous dévoiler le contenu de notre discours du budget, que nous allons commencer dès le mois de décembre à appliquer les recommandations de notre programme.

M. Rhéaume: Si vous me permettez, M. Bourassa...

M. Bourassa: Oui.

M. Rhéaume: ... je voudrais revenir sur la question du débat des chefs. Je ne vous ai pas posé la question puisque vous aviez vous même abordé le sujet, mais je l'avais fait précédemment avec M. Johnson. Vous parlez bel et bien...

M. Bourassa: Quelle a été sa réponse?

M. Rhéaume: Un peu évasive.

M. Bourassa: Merci.

M. Rhéaume: Ce n'est pas un « freak show » M. Bourassa. On peut continuer à vous poser une question?

M. Bourassa: Oui, oui, d'accord.

M. Rhéaume: Merci, Ma question est la suivante: Vous êtes d'accord pour un face à face mais est-ce que vous êtes d'accord également pour un débat des chefs qui impliquerait la présence de chefs de tiers partis? Par exemple, si un média quelconque organisait un débat des chefs avec M. Bourassa, M. Johnson et M. Asselin, dans cette circonstance-là est ce que vous accepteriez ou est-ce seulement le face à face avec Johnson que vous cherchez?

M. Bourassa: Rien n'exclut qu'il y ait plusieurs types de débats, mais je veux que, le plus rapidement possible, il y ait ce face à face. Cela peut être à la télévision ou à la radio, au choix. Là-dessus, on va discuter des modalités, on est ouvert à tout. Je veux avoir un face à face avec le premier ministre sortant pour que... Encore une fois tantôt, il y a quelques minutes, sur le projet d'énergie – j'aurais voulu en discuter avec lui, à l'Assemblée nationale – il a dit: Sur le plan économique, on en discutera plus tard. Pendant les quelques jours où j'ai été à l'Assemblée nationale, j'ai demandé qu'on puisse en parler. Ils n'ont pas voulu en discuter face à face. J'espère qu'avant l'élection, ils vont accepter que le chef du Parti québécois, le nouveau chef va accepter. Je vous dis que je tiens à cette formule. Après cela, on verra s'il y a d'autres débats. Je suis ouvert à tout. Mais je veux, et j'y tiens, qu'il y ait entre M. Johnson et moi-même un face-à-face. Je crois que ce sera dans l'intérêt de la population. Il y avait des questions tantôt qui disaient: Ah ! Les questions d'image, etc., de sondage. On va voir ce qui va arriver dans les prochaines semaines.

M. Rhéaume: Si je comprends bien, M. Bourassa, un face-à-face Johnson-Bourassa est un préalable obligatoire avant un débat des chefs qui impliquerait, par exemple, M. Asselin?

M. Bourassa: Un préalable, oui. Votre question est très pertinente.

M. Rhéaume: Merci. Merci beaucoup.

M. Bourassa. Alors voilà. Merci beaucoup, Mesdames, Messieurs.